

Le : 29 juillet 2019 à 17:00 (GMT +02:00)

De : "Claire MERIAUX"

À : "langoelan.mairie@wanadoo.fr" <langoelan.mairie@wanadoo.fr>

Objet : contribution citoyenne à l'enquête publique EARL Kermaria à l'intention de Mme la commissaire enquêtrice Mme Nicole Jouen.

Madame,

veuillez-trouver ci-dessous ma déposition contre le projet de construction de deux poulaillers géants à Langoëlan par l'EARL Kermaria.

Je n'ai rien contre l'installation des deux porteurs de projet en agriculture, bien au contraire. Je suis plutôt contre le type d'agriculture qu'ils pérennisent à travers ce projet.

En effet il s'agit d'un projet d'agriculture industrielle de type "ferme usine" dont beaucoup de consommateurs ne veulent pas en France car il est complètement déconnecté du sol qui l'accueille et d'une agriculture paysanne dont nos grands-parents et quelques paysans actuels étaient et sont les derniers représentants. Dans le type de ferme usine comme celle projetée à Langoëlan, les poulets ne seront jamais lâchés à l'extérieur des bâtiments et ne pourront jamais picorer les insectes et vers de terre qui constituent une partie de leur alimentation à l'état naturel. Ils ne pourront pas se muscler, respirer le grand air, jouir de la chaleur et des bienfaits du soleil direct, de la pluie, du vent car ils sont destinés à rester, vivre, grandir, et parfois mourir dans d'immenses hangars. Ils ne jouiront pas non plus d'un espace vital épanouissant et seront même confrontés à la plus grande promiscuité engendrant mal-être, sommatisation, stress, agressions, maladies.

Pourquoi la Région Bretagne en l'espèce continue t-elle à promouvoir ce type d'élevage en lui accordant des subventions? Pour baisser le niveau des importations de poulet de chair en France et concurrencer le poulet brésilien? Faire de la Bretagne une région agro-alimentaire compétitive?

Le problème est que nous n'arriverons jamais à concurrencer le poulet produit dans des pays où la main d'œuvre est payée beaucoup moins chère que chez nous, au risque de rémunérer encore moins nos éleveurs bretons. Je ne suis pas sûre que nos deux porteurs de projet aient cet objectif en vue. Les précédentes crises du porc et du lait nous ont plutôt montré des agriculteurs très en colère prêts à saccager des permanences d'élus et biens publics pour exprimer leur colère.

La Bretagne est déjà une région en pointe au niveau production agro-alimentaire mais pas toujours pour le meilleur. En effet , du fait de sa concentration sur 6% du territoire français de plus de 50% de la production porcine, avicole et bovine française, les cours d'eau bretons dépassent depuis des années les seuils acceptables en nitrates pour le pompage d'eau potable. La Bretagne s'est fait condamner à plusieurs reprises par la commission européenne pour la non-conformité de ses eaux de surface qui servent à la création d'eau de consommation. De plus, cet excédent d'azote produit par les déjections animales qui se transforment en nitrates, épandu sur les cultures, à provoqué le développement des algues vertes sur le littoral. Nous y sommes confrontés depuis maintenant cinquante ans avec une recrudescence les années sèches et chaudes et des morts humains et animaux du fait de l'hydrogène sulfuré qu'elles dégagent en putréfaction. Le nettoyage des plages chaque année coûte des fortunes au contribuables que nous sommes et n'empêche pas la fermeture de plages ou la désaffectation des touristes qui pourtant sont générateurs de retombées économiques.

Ces deux atteintes graves à la ressource en eau en Bretagne sont issues du développement exponentiel de l'industrialisation de l'agriculture sur notre territoire. Lorsque les fermes ou exploitations agricoles avaient une taille humaine et qu'elles entretenaient une activité de production adéquate et résiliente par rapport à la surface qui les accueillait, ce problème ne se posait pas. Le modèle de développement breton s'est

complètement affranchi de son sol en utilisant comme dans d'autres régions agricoles trop de pesticides, en artificialisant ses surfaces agricoles, en pratiquant la culture et l'élevage hors-sol, dont nous ressentons depuis des années les méfaits. Beaucoup de consommateurs réclament une agriculture plus respectueuse de l'animal, de l'humain qui la produit et de l'environnement. Il est prêt à en payer le prix au détriment d'autres postes de dépenses, en témoigne le développement des circuits courts et de l'agriculture biologique. Il sait que l'agriculture industrielle est moins nutritive et vitaminée que l'agriculture fermière ou biologique. Il tient également à entretenir sa santé et sa satisfaction gustative liée aux espèces et terroirs qu'à banaliser et gommer l'agriculture industrielle standardisée. Il est également sensible à la détresse du monde agricole dans lequel nous puisons tous nos racines et s'émeut à juste titre à l'annonce réitérée des suicides d'agriculteurs qui ne s'en sortent pas. Il se scandalise aussi face à la destruction du paysage bocager de nos régions pour la promotion toujours croissante de l'artificialisation ou l'urbanisation des terres agricoles.

Je fais partie de ce type de consommateurs et soutiens en faisant mes courses, mon marché, mon jardin, les jeunes et moins jeunes agriculteurs qui essaient de continuer à faire vivre leur environnement de façon respectueuse et à en tirer leur subsistance.

Je soutiens également les agriculteurs et habitants des autres régions du monde qui se voient privés de leurs terres, de leurs moyens de subsistance, de leur santé parce qu'ils vivent dans des pays qui produisent pour les pays riches que nous sommes, l'aliment de notre cheptel animal. Même si le soja de la ferme usine de Langoëlan est soi-disant non-ogm et ne provient pas de la déforestation de la forêt amazonienne, il ne faut pas oublier que cette dernière est à l'oeuvre depuis maintenant des décennies ce qui permet peut-être à son producteur de ne pas se sentir directement impliqué dans ce sacage car déjà ancien sur ses terres. Il faut aussi se rendre compte que c'est la pression populaire et le refus des mêmes consommateurs qui fait que maintenant des éleveurs refusent les OGM pour l'alimentation de leur bétail.

C'est pourquoi en tant que consommatrice et riveraine de ce projet je tiens à faire connaître mon point de vue et mes aspirations pour que nous puissions tous vivre en bonne entente sur le même territoire local, régional et planétaire.

De plus, à proximité de ce projet d'élevage existe une unité de production biologique dont il n'est pas fait mention dans l'enquête publique. Pourtant, les rejets d'ammoniac et de particules fines de l'EARL de Kermaria impacteront forcément l'élevage apicole de cette zone et pourrons porter atteinte à sa survie. De plus, nous savons que plus de 40000 décès prématurés sont dûs en France à une pollution excessive de l'air en ville comme à la campagne. Pourquoi continuons nous à soutenir financièrement une activité disproportionnée par rapport aux capacités de résilience qu'un territoire permet?

De la même manière, les fientes des volailles produites à Langoëlan seront exportées sous forme compostée vers d'autres régions françaises car la nôtre est déjà en excédent structurel en matières azotées d'origine organique. Le bilan carbone de ce transport régulier et massif de déjections animales vers l'extérieur ajouté à celui d'approvisionnement en aliment venant d'outre-Atlantique, de sciure, n'est pas quantifié alors qu'il est certainement beaucoup plus élevé comparativement à un projet dont les éleveurs produiraient l'aliment destiné à leurs animaux sur leur sol et épandrait leurs déjections sur leurs terres.

Enfin, le risque de ce projet gigantesque accentue les possibles pollutions ou carences qu'il peut générer accidentellement sur son environnement proche. Il est situé à quelques mètres d'un ruisseau qui se jette en contrebas dans l'étang du Dordu déjà connu pour l'eutrophisation de son milieu depuis des années. Nous sommes à proximité d'une zone Natura 2000 et dans une ZNIEF de catégorie 2. Les pluies torrentielles que nous vivons avec le dérèglement climatique pourraient engendrer des infiltrations de l'aire de compostage ou des abords, contaminés aux poussières d'élevage, restes médicamenteux, eaux de lavage et se propager dans le milieu. A contrario, la ponction en eau nécessaire à l'alimentation et au rafraîchissement d'autant de volailles pose une fois de plus le problème de la part de réserve en eau potable que nous acceptons de lui

consacrer dans un contexte de raréfaction générale de la ressource en eau en période d'étéage.

Enfin, et pour conclure cette énumération argumentée de mon opposition à ce type de projet, je trouve regrettable qu'il alimente une fois de plus un circuit de consommation hautement générateur de déchets plastiques et autres, puisque les volailles produites à Langoëlan sont destinées à l'industrie des plats préparés dont les contenants aux produits sanitaires dangereux inondent nos poubelles.

En vous remerciant, veuillez recevoir Madame la commissaire enquêtrice, l'expression de mes sincères salutations.

Claire Meriaux. 56160 Seglien.